

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-04 du 30 janvier 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Salvador annoncent un accord commercial

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'énergie restructure son Bureau des minéraux critiques pour mieux répondre aux défis énergétiques

Transport et infrastructure

3. Le Secrétaire aux transports annonce une nouvelle organisation de l'administration fédérale de l'aviation (FAA)

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. En soutien aux agriculteurs, Donald Trump appuie la commercialisation du biocarburant E15 toute l'année

Numérique et innovation

Brèves

Santé

5. CMS annonce la sélection de 15 nouveaux médicaments pour négociation de prix dans le cadre de la mise en œuvre de l'IRA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Salvador annoncent un accord commercial

Le 29 janvier, le Salvador et les Etats-Unis ont [annoncé](#) avoir convenu d'un accord (conclusion prochaine) sur le commerce « réciproque », visant à « renforcer » les engagements pris dans le cadre de l'ALE entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (CAFTA-DR), entré en vigueur en 2006.

Selon la [déclaration](#) conjointe et la [fact sheet](#), les principaux termes de l'Accord entre les États-Unis et El Salvador incluent :

- Exemptions : Les États-Unis exempteront de droits (i) les produits qui « ne peuvent pas être cultivés, extraits ou produits naturellement en quantité suffisante aux États-Unis », et (ii) certains produits tels que les textiles et les vêtements dans le cadre du CAFTA-DR.
- Suppression des barrières non tarifaires : Le Salvador accepte de simplifier la réglementation, faciliter l'importation et l'exportation, et reconnaître certaines normes et certificats américains, notamment pour les automobiles, produits pharmaceutiques, dispositifs médicaux, produits agricoles et textiles.
- Propriété intellectuelle : Le Salvador garantit l'accès au marché pour les exportateurs américains malgré les désignations locales de fromages et viandes.
- Commerce numérique : Le pays s'engage à éviter les taxes discriminatoires sur les services numériques et à soutenir un moratoire permanent sur les droits de douane pour les transmissions électroniques.
- Subventions industrielles : Le pays s'engage à traiter les distorsions liées aux entreprises publiques et subventions industrielles.
- Sécurité nationale : Les États-Unis et le Salvador se sont engagés à renforcer la coopération économique et en matière de sécurité nationale (fraude douanière, contrôle des investissements et des exportations).

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'énergie restructure son Bureau des minéraux critiques pour mieux répondre aux défis énergétiques

Le Département de l'Energie a [annoncé](#) le 28 janvier une réorganisation de plusieurs programmes fédéraux liés aux minéraux critiques, à la production industrielle, aux codes et normes fédéraux, ainsi qu'à la recherche et au développement des technologies énergétiques afin de mieux répondre aux enjeux énergétiques et de sécurité nationale. Afin d'orienter plus efficacement les ressources fédérales, son Bureau des minéraux critiques et de l'innovation énergétique sera en conséquence structuré autour de trois pôles dédiés i) aux minéraux et à la production industrielle, ii) aux technologies énergétiques et iii) à l'innovation, l'accessibilité et le choix des consommateurs.

Brèves

- La Maison Blanche a [annoncé](#) le 29 janvier le lancement de CE Works, une plateforme numérique développée par le Conseil sur la Qualité Environnementale (Council on Environmental Quality – CEQ) pour accélérer les évaluations environnementales fédérales prévues par le National Environmental Policy Act (NEPA). Cet outil vise à réduire les démarches administratives et accélérer les délais en facilitant les décisions d'exclusion catégorielle pour les projets d'énergie et d'infrastructures, grâce à un processus dématérialisé et collaboratif. L'outil est testé dans le cadre d'un projet pilote avant un déploiement plus large.
- Le Département d'Etat (DoS) a [annoncé](#) le 28 janvier que les États-Unis et la Commission de l'Union africaine ont convenu de créer un Groupe de travail stratégique sur les infrastructures et l'investissement afin de renforcer leur partenariat économique. Ce mécanisme vise à mobiliser les investissements privés américains dans des projets africains prioritaires, notamment dans les infrastructures de transport, l'énergie, le numérique et les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, en cohérence avec l'Agenda 2063 et la Zone de libre-échange continentale africaine.
- Le président Donald Trump a [signé](#) le 27 janvier un décret présidentiel visant à accélérer la reconstruction en Californie après les incendies de janvier 2025. Le décret reproche aux gouvernements locaux leur mauvaise gestion (forêts, eau,

évacuations et permis) et les retards dans la délivrance des permis pour la reconstruction. Il prévoit, entre autres mesures, l'usage de procédures et dérogations environnementales accélérées afin de faciliter la délivrance des autorisations de reconstruction.

- Le Département de l'Energie a [annoncé](#) le 22 janvier un investissement de 155 M\$ dans 16 projets pour l'innovation industrielle via les laboratoires nationaux. Les financements ciblent les industries énergivores et des technologies clés comme le refroidissement des centres de données.
- Le Département de l'Energie a [annoncé](#) le 22 janvier la restructuration ou la suppression de plus de 83 Mds\$ de prêts énergétiques accordés sous l'administration Biden. Les financements jugés non prioritaires, notamment dans l'éolien et le solaire, sont remplacés par des investissements dans le gaz naturel et le nucléaire afin de garantir une énergie plus fiable et abordable.

Transport et infrastructure

3. Le Secrétaire aux transports annonce une nouvelle organisation de l'administration fédérale de l'aviation (FAA)

Le Secrétaire aux transports, Sean Duffy et l'Administrateur de la FAA Bryan Bedford ont [annoncé](#) le 26 janvier une réorganisation à venir de la FAA. Parmi les points mis en avant figurent :

- La création d'un nouveau bureau de surveillance de la sécurité. Ce bureau mettra en place un système unique de gestion de la sécurité (SMS) et une stratégie de gestion des risques pour l'ensemble de la FAA ;
- La création d'un bureau de modernisation de l'espace aérien pour suivre la mise en place du nouveau système de contrôle du trafic aérien ;
- La création d'un nouveau bureau des technologies avancées de l'aviation pour superviser l'intégration des drones, des eVTOL et d'autres véhicules avancés de mobilité aérienne dans l'espace aérien.

Le communiqué précise que la nouvelle organisation de la FAA permettra de mettre en œuvre son « [Flight Plan 2026](#) », lequel repose sur trois piliers : les personnes, la sécurité et la modernisation de l'espace aérien national (NAS).

Industrie

Brèves

- Le 26 janvier 2026, Reuters rapporte que les droits de douane continuent de peser sur les résultats trimestriels d'entreprises cotées telles que 3M ou Procter & Gamble, cette dernière ayant par exemple dû augmenter ses prix de 2 à 2,5% aux Etats-Unis, son plus gros marché, afin d'atténuer l'impact des droits de douane et de ventes en baisse.
- Le 27 janvier 2026, Delta Air Lines a [annoncé](#) avoir passé un contrat avec Airbus pour l'achat de 31 appareils Airbus dans le cadre d'un plan à long terme visant à moderniser sa flotte long-courrier et à adapter son offre commerciale à une clientèle haut de gamme. La commande comprend 16 A330 et 15 A350, pour des livraisons prévues à partir de 2029. Cette annonce fait suite à la commande récente de Delta de déployer 30 nouveaux Boeing au sein de sa flotte.
- Le 27 janvier 2026, LVMH a [publié](#) des résultats annuels contrastés pour 2025, avec un chiffre d'affaires monde de 80,8 Md€ et une croissance de 1% au quatrième trimestre, à 22,7 Md€. Le bénéfice net 2025 atteint 11 Md€, en recul de 13 % par rapport à 2024, le secteur le plus impacté étant celui des vins et spiritueux avec une baisse des ventes de 9%. Le groupe fait par ailleurs état d'une progression de l'activité aux États-Unis portée par la demande locale. Selon Reuters, le PDG Bernard Arnault a [indiqué](#) le besoin de rester prudent en poursuivant la limitation des coûts du groupe, au regard de l'environnement géopolitique mondial jugé incertain.
- Le 27 janvier 2026, Boeing a [publié](#) ses résultats du quatrième trimestre 2025, marqués par une nette amélioration du chiffre d'affaires en hausse de 57% par rapport à la même période en 2024 pour atteindre 24 Md\$. Le chiffre d'affaires annuel 2025 est également en hausse de 34%, soit 89,5 Md\$. Cette progression est cependant principalement liée à la cession de sa branche de services numériques d'aviation, incluant Jeppesen, pour environ 10,6 Md\$. Sur le plan opérationnel, le groupe reste déficitaire : la perte sur son segment des avions commerciaux s'est réduite à 632 M\$, contre 2 090 M\$ un an plus tôt, tandis que la division Defense & Space enregistre une perte de 507 M\$. L'activité industrielle montre un redressement progressif, avec une production du 737 MAX portée à 42 appareils par mois, une montée en cadence du

787 à huit par mois et des livraisons d'avions commerciaux passées de 348 en 2024 à 600 en 2025.

- Le 27 janvier 2026, l'entreprise américaine United Parcel Service (UPS) a annoncé son intention de supprimer jusqu'à 30 000 emplois et de fermer 24 sites au cours de l'année 2026. Cette décision s'inscrit dans le projet du groupe de se détacher progressivement de sa dépendance au géant américain Amazon, qui représentait en 2024 près de 12 % du chiffre d'affaires d'UPS, soit 10,7 Md\$ (voir rubrique Numérique *infra*). L'an passé, UPS avait déjà supprimé 48 000 emplois sur un total de 490 000 à travers le monde et fermé 93 installations.

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. En soutien aux agriculteurs, Donald Trump appuie la commercialisation du biocarburant E15 toute l'année

Le président Trump a réaffirmé mardi, lors d'un déplacement dans l'Iowa dans le cadre de la campagne pour les élections de mi-mandat, son soutien à l'autorisation de la vente du carburant E15 tout au long de l'année. En effet, la loi américaine interdit actuellement la vente de ce biocarburant contenant 15 % d'éthanol (produit à 90% à partir de maïs aux Etats-Unis) pendant la saison estivale en raison de la pollution engendrée par son évaporation. Cette restriction profite aux raffineurs, qui s'opposent à la vente tout au long de l'année du E15 car elle réduirait le volume d'essence traditionnelle qu'ils peuvent vendre et donc leurs revenus.

La semaine précédente, une tentative des élus républicains du Midwest visant à intégrer cette mesure dans le paquet budgétaire en discussion avait échoué en raison de l'opposition de certains membres républicains sensibles aux intérêts des raffineurs. Donald Trump a appelé le Congrès à surmonter rapidement ses divergences afin de finaliser un accord pour parvenir à une solution équilibrée prenant en compte les intérêts des agriculteurs, des consommateurs et des raffineurs. Le président a précisé que les discussions étaient proches d'aboutir et s'est engagé à signer sans délai toute législation approuvant la commercialisation annuelle du E15. Le chef de la majorité républicaine au Sénat, John Thune, a confirmé son engagement à finaliser cet accord.

La position du président a été saluée par plusieurs organisations agricoles et notamment la *Renewable Fuels Association* (RFA), qui soulignent les retombées économiques positives attendues pour les producteurs de maïs et la sécurité énergétique nationale. D'après ces organisations, l'E15 représente un levier essentiel pour accroître la demande de maïs et ouvrir de nouveaux débouchés pour les agriculteurs.

Lors de son discours, le président a également abordé d'autres thèmes, notamment le plan de renflouement de 12 Md \$ destiné aux agriculteurs, dont le financement aurait été permis, selon lui, par les recettes douanières issues de sa politique tarifaire. Il a également mis en avant les effets positifs des nouveaux accords commerciaux, soulignant qu'ils avaient permis d'accroître les débouchés extérieurs pour le soja et le porc.

Brèves

- Le 21 janvier 2025, le SER de Washington s'est déplacé à Augusta (GA), pour y rencontrer François LEGER, CCEF et CEO de l'entreprise FPL Food LLC, entreprise de produits carnés, intégrant élevage de bovins, abattage et transformation de viande hachée. FPL Food LLC, créée en 2004, s'est dédié à la production de viandes de haute qualité, faisant de la durabilité son guide. Forte de plus de 1 600 employés, l'entreprise comprend i) un site d'abattage (à Augusta) – traitant près de 6 000 tête de bovins par semaine (soit plus de 85 000 tonnes annuellement, alors qu'un abattoir français de taille moyenne traite entre 10 et 20 000 tonnes par an –, ii) un site de transformation à Thomasville (GA) – fournissant 30% de la viande hachée vendue par les supermarchés WALMART – , enfin, iii) des fermes d'élevages regroupées sous l'entité « Chatel Farm » – réparties sur 5 sites, dont le principal se trouve à Reidsville (GA), couvrant près de 3 500 acres, où sont élevés près de 8 000 bovins -. Les bovins, principalement de race Angus (à la viande persillée) mais aussi de race Akaushi (viande dite « Wagyu »), sont nourris de fourrages issus de l'exploitation, et ne reçoivent ni antibiotiques, ni hormones de croissance ; ils fournissent une viande de catégorie « premium ». Le chiffre d'affaires de l'entreprise est estimé à 386,7 M\$ par an.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 26 janvier, Nvidia a [annoncé](#) une prise de participation de 2 Mds\$ dans CoreWeave, société spécialisée dans la construction et l'exploitation d'infrastructures cloud à haute performance dédiées à l'IA, impliquée dans le développement de plusieurs projets de centres de données pour l'IA. Selon les deux entreprises, ce rapprochement vise à (i) accélérer le déploiement de centres de données dans lesquels CoreWeave est engagé, (ii) faciliter l'accès de CoreWeave au financement de ses projets grâce à l'appui du capital et de la capacité financière de Nvidia, (iii) renforcer l'intégration entre les infrastructures matérielles de Nvidia et les plateformes logicielles de CoreWeave, et (iv) favoriser le déploiement des architectures de calcul développées par Nvidia, y compris de dernière génération, au sein des infrastructures construites et exploitées par CoreWeave.
- Le 26 janvier, le gouverneur de Californie Gavin Newsom a [annoncé](#) l'ouverture d'une enquête visant TikTok U.S., la filiale américaine créée à la suite de la loi imposant à ByteDance de céder ses activités aux États-Unis ([voir Brèves sectorielles du 3 octobre 2025](#)). Cette enquête fait suite à des [soupçons](#) selon lesquels cette nouvelle entité aurait mis en œuvre des pratiques de modération de contenus à caractère politiquement motivé, notamment à l'encontre de publications critiques de la nouvelle administration américaine.
- Le 27 janvier, un procès opposant un adolescent à plusieurs plateformes de réseaux sociaux a [commencé](#) en entrant dans sa phase de sélection du jury. Le plaignant accuse Meta (Instagram) et YouTube d'avoir conçu et déployé des fonctionnalités intentionnellement addictives ayant causé des dommages à sa santé mentale, Snapchat et TikTok, initialement visés, ayant conclu des accords avec le plaignant avant l'ouverture du procès. Cette procédure est la première à viser explicitement la responsabilité civile des plateformes pour la conception même de leurs services, historiquement protégées par la section 230 du Communications Decency Act qui limite leur responsabilité au titre des contenus hébergés, et constitue le premier d'une série de contentieux similaires à venir aux États-Unis.

- Le 28 janvier, Tesla a [annoncé](#) une prise de participation de 2 Mds\$ dans xAI, société d'IA fondée par Elon Musk, également PDG du constructeur automobile. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la levée de fonds réalisée par xAI début janvier ([voir Brèves sectorielles du 9 janvier 2026](#)), au cours de laquelle l'entreprise a levé 20 Mds\$, portant sa valorisation à environ 230 Mds\$.
- Le 28 janvier, Amazon a [annoncé](#) la suppression de 16 000 postes au niveau mondial. Dans son communiqué, le groupe — qui emploie environ 1,56 M de salariés — a inscrit cette décision dans la continuité du plan de restructuration annoncé en octobre 2025 ([voir Brèves sectorielles du 31 octobre 2025](#)), justifié par un effort d'adaptation aux « transformations technologiques » en cours, notamment liées au déploiement de l'IA et à l'automatisation de certains métiers.

Santé

5. CMS annonce la sélection de 15 nouveaux médicaments pour négociation de prix dans le cadre de la mise en œuvre de l'IRA

Le 27 janvier, l'agence fédérale Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) a annoncé la sélection de 15 nouveaux médicaments qui feront l'objet de négociations des prix remboursés par Medicare en application de l'Inflation Reduction Act (IRA), adopté par le Congrès en 2022. Cette nouvelle phase, qui représente le troisième cycle de négociation de prix Medicare en application de l'IRA, marque une étape structurante de ce dispositif, avec l'inclusion, pour la première fois, de médicaments biologiques couverts par Medicare Part B (médicaments administrés en milieu médical), élargissant ainsi le champ de la négociation au-delà des seules petites molécules couvertes par Medicare Part D (médicaments disponibles en pharmacie). S'agissant des objectifs poursuivis, CMS souligne que cette sélection concerne des médicaments parmi les plus coûteux pour Medicare, tant en Medicare Part D qu'en Medicare Part B. Elle vise ainsi à réduire les dépenses publiques et à faire baisser les coûts supportés par les bénéficiaires, notamment les restes à charge, tout en garantissant l'accès aux traitements. Sur le plan procédural, CMS engage désormais une phase de négociation directe avec les laboratoires concernés, selon le calendrier prévu par la loi, en vue de fixer des prix applicables à partir de l'entrée en vigueur prévue pour ce troisième cycle, soit à compter du 1^{er} janvier 2028.

La principale fédération du secteur pharmaceutique américain, la Pharmaceutical Research and Manufacturers of America (PhRMA), a réagi à cette nouvelle annonce de CMS en affirmant que « l'IRA continu[ait] de montrer pourquoi la fixation des prix par le gouvernement est la mauvaise approche pour les Américains », car « depuis l'entrée en vigueur de cette loi, les seniors [avaient] fait face à des coûts plus élevés, à moins de choix et à plus de barrières aux soins ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)